

COMMISSIONS DES PETITIONS DU PARLEMENT EUROPEEN INTERVENTION DU 15 MARS 2011

Rappel des faits :

L'ensemble de la procédure a débuté par le dépôt de deux demandes d'autorisation d'exploiter des centres de stockage de déchets dans le Sud de l'agglomération parisienne, l'un à Saint Escobille et l'autre à Groslieu, formulées par la Société SITA Ile-de-France auprès des services de l'Etat.

Si le projet de Groslieu a été abandonné, le projet d'installation de Saint-Escobille, destiné à recevoir des déchets industriels banals, a fait l'objet d'une enquête publique en août 2007.

Il s'avère qu'un document de planification en matière d'urbanisme (le Plan d'occupation des sols) classait ce site en zone agricole. Ce classement et l'opposition des communes concernées faisait obstacle à la délivrance d'un permis de construire.

C'est dans ces circonstances que le représentant de l'Etat a qualifié le projet d'intérêt général par arrêté du 13 mars 2009. Les deux communes intéressées, ainsi que l'association ADSE – association de protection de l'environnement – contestent l'intérêt général de ce projet, au regard des nombreux inconvénients environnementaux qu'il présente.

D'une manière plus générale, ce projet emporte l'opposition de toutes les collectivités locales concernées (les communes, le conseil général d'Essonne et le conseil régional d'ile-de-France) et a fortement mobilisé les populations riveraines.

Problématiques :

Le choix du site ne répond à aucun besoin de service public et résulte uniquement d'une opportunité foncière, alors même qu'il est particulièrement inapproprié pour l'installation d'un centre de stockage de déchets.

Depuis le début de la procédure, les riverains et les communes ont souligné les particularités du site :

- le site est situé sur la nappe phréatique de Beauce – la plus importante nappe phréatique de France en volume - et la situation hydrogéologique n'est pas favorable en raison de l'existence d'une faille à l'endroit du site, de sorte que les risques de pollution de la nappe sont importants et engendreraient de graves conséquences pour la ressource en eau de toute la région ;
- le site appartient à une zone agricole, avec notamment des exploitations de type agriculture biologique. Là encore, les risques de nuisances et de pollution pour ces exploitations sont à l'origine de craintes fondées, tant le préjudice pourrait être important pour ces agriculteurs ;
- le choix du site ne respecte pas le principe de proximité, puisque les déchets destinés à y être stockés proviendraient de Paris et de sa proche banlieue, soit plus de 60 km de distance.
- le projet en lui-même ne répond à aucun besoin de service public d'élimination de déchets signalé.

Dans ces conditions, le projet apparaît contraire à l'article 13 de la directive 2008/98/CE qui fixe les objectifs en matière d'élimination des déchets :

« Les États membres prennent les mesures nécessaires pour assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, et notamment:

*a) **sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore ;***

... »

En l'espèce, le projet de centre de stockage de déchets crée un risque certain pour l'eau, l'air et le sol.

L'action concertée des opposants a permis d'aboutir à la réalisation d'expertises pour participer de manière constructive à l'instruction du projet.

De fait, la France ne respecte pas les dispositions de la directive déchets de 2008. Sur ce point, il convient de préciser que la France n'a toujours pas transposé la directive de 2008, alors même que le délai de transposition est écoulé.

Les expertises démontrent également le manquement de l'Etat français à la Directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

En effet, aux termes de l'article 4 de cette directive :

« pour ce qui concerne les eaux souterraines :

*i) les États membres mettent en œuvre les mesures nécessaires pour **prévenir ou limiter le rejet de polluants dans les eaux souterraines et pour prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraines**, sous réserve de l'application des paragraphes 6 et 7 et sans préjudice du paragraphe 8 et sous réserve de l'application de l'article 11, paragraphe 3, point j); »*

Ce qui s'est révélé particulièrement frappant dans ce projet, c'est la volonté de passage en force de l'Etat pour permettre l'installation de ce centre de stockage. Le préfet du département de l'Essonne a entendu faire de ce simple projet d'initiative privée, un projet d'intérêt général et ce contre l'avis de la Région Ile de France, compétente en matière de planification d'élimination de déchets (copie du courrier de la Vice-présidente de la Région au Préfet ci-jointe).

Ainsi donc, au mépris des législations en vigueur, le préfet a adopté un arrêté portant projet d'intérêt général pour supprimer l'obstacle que constituait le plan d'occupation des sols et faire avancer un projet d'initiative privé qui va à l'encontre des objectifs européens en matière d'élimination de déchets.

Pour ces motifs, il est demandé au Parlement Européen d'intervenir, par tous moyens, pour mettre un terme aux manquements de l'Etat français aux directives européennes s'agissant du projet de centre de stockage de déchets de Saint-Escobille.

En particulier, il serait souhaitable qu'une délégation du Parlement puisse se rendre sur place afin de mesurer l'inutilité d'un tel projet et son impact potentiel sur la nappe de la Beauce.

Références :

www.adse-saintescobille.com